

Le Bulletin électronique d'ARC International, n° 2 Avril 2011

Chers amis, chères amies,

Nous sommes heureux de vous présenter la seconde édition du Bulletin électronique d'ARC International, couvrant le premier trimestre de 2011. L'année a débuté en lion car ARC a participé à plusieurs conférences et événements de par le monde, tant pour revendiquer la reconnaissance universelle des droits humains des personnes LGBTI à l'ONU que pour initier d'autres projets excitants.

10^e SESSION DE L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL (du 24 janvier au 4 février)

Cette session de l'Examen périodique universel a servi des recommandations à 13 des 16 pays sur des questions d'orientation sexuelle/identité de genre (OS/IG). Nous avons été ravis d'entendre le Nauru et São-Tomé-et-Principe s'engager à décriminaliser les relations de même sexe. Le Népal a dit qu'il verrait à mettre en œuvre la décision de la Cour suprême sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre; l'Estonie a accepté de lutter contre la discrimination et faire de la sensibilisation au sujet des questions d'OS/IG, mais a rejeté les recommandations sur les droits des couples de même sexe. Oman, Namibie et Mozambique ont tous rejeté les recommandations sur le retrait des lois criminalisant les relations de même sexe. Plusieurs recommandations demeurent en attente et les rapports finaux du Groupe de travail seront adoptés lors de la 17^e session du Conseil des Droits de l'Homme en juin.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES SEXUALITÉS DE MÊME SEXE, LA DIVERSITÉ DE GENRE, LES PRATIQUES, IDENTITÉS ET COMMUNAUTÉS EN AFRIQUE

La codirectrice d'ARC, Kim Vance, fut ravie de participer à cette conférence à Pretoria, du 13 au 16 février, et de présenter un texte coécrit avec l'avocate/militante Monica Mbaru, et avec Monica Tabengwa de LEGABIBO, intitulé [Les droits humains et les valeurs traditionnelles : explorer les intersections, changements et opportunités](#). Ce texte vise à assurer que la recherche sur la sexualité, la diversité de genre, la culture et l'expression peut nourrir et stimuler un discours axé sur les droits aux niveaux des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux des droits humains. Plus de 80 personnes ont assisté à cette conférence, les participants provenant de tout le continent.



La conférence a aussi été l'occasion d'un lancement réussi du *Guide des Principes de Jogjakarta pour les militants et militantes*, qui fut bien reçu par les participants.

55^e SESSION DE LA COMMISSION SUR LE STATUT DE LA FEMME

À la fin de février et au début de mars, l'ONU a tenu la session annuelle de la Commission sur le statut de la femme (CSF) à New York ; y ont assisté des militantes lesbiennes, bisexuelles et transgenres de pays aussi divers que le Brésil, l'Indonésie, la Namibie, le Sri Lanka, Sainte-Lucie et la Suède. Les militantes ont élaboré des plans stratégiques avec le personnel des missions et de l'ONU en vue des projets à venir, y compris ceux axés sur le VIH/sida, l'anti-discrimination et le développement d'ONU Femmes. ARC International fut heureux de convoquer le caucus lesbien,

bisexuel et transgenre, et de travailler avec des collègues en vue d'un lancement très réussi du *Guide des Principes de Jogjakarta pour les militants et militantes*. ILGA et RFSL Suède ont coorganisé un événement sur l'homophobie et l'éducation ; d'autres activités axées sur des questions féministes et féminines ont aussi intégré des préoccupations LGBTI.

Les négociations officielles avec le CSF furent difficiles, une forte présence de l'aile droite nord-américaine travaillant de près avec les États conservateurs en vue de promouvoir des positions antiféministes et anti droits humains. Les États demeurèrent à couteaux tirés jusqu'à la fin officielle de la réunion, ce qui exigea une session additionnelle de négociations. À la fin mars, le CSF adopta des « conclusions agréées » qui, grâce au travail inlassable des militantes de la sexualité et de la santé reproductive, incluent des références, entre autres, à la responsabilité des États d'offrir une éducation sexuelle basée sur « une information juste et complète ». Lire les conclusions du CSF [ici](#).

Des remerciements spéciaux vont à Cynthia Rothschild qui a coordonné la participation d'ARC au CSF. Compte tenu des occasions d'éducation publique et de réseautage, il est essentiel que les militantes travaillant sur des questions de sexualité et de genre ciblent le CSF chaque année. Comme l'opposition à nos plans est omniprésente et bien organisée, il est essentiel d'avoir une forte présence et programmation des ONG.

16^e SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME (du 28 février au 25 mars)

Les quatre semaines de la session de mars du Conseil furent un marathon pour tous. Nous étions excités de voir un large groupe converger vers Genève : militants et militantes LGBTI, des droits des femmes et des droits de reproduction. Nous avons pu travailler et échanger avec eux. Voici un survol des résultats :

Le panel - ARC a fièrement encouragé le Projet Défenseurs de l'Est et de la Corne d'Afrique

(EHAHRD) et d'autres intervenants à organiser un panel visant à mettre fin à la violence et les sanctions criminelles fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Les messages lancés par les panélistes Kasha Jacqueline (Freedom and Roam Uganda), Manisha Dhakal (Blue Diamond Society Nepal), Patrick Eba (ONUSIDA) et le digne représentant d'ARC (John Fisher) ont laissé aucune place à l'ambiguïté sur l'étendue de la violence que subissent les gens LGBTI partout au monde, les



*De gauche à droit : Kasha, Julie, Hassan, Manisha, Patrick, John.
Photo de Pepe Onziema.*

effets des lois criminelles sur les niveaux de violence, de prévalence et de traitement du VIH/sida, et sur la responsabilité qu'a le Conseil des Droits de l'Homme de prendre l'action nécessaire pour protéger les victimes des abus et des violations de droits humains à cet égard et de tenir les criminels responsables.

La Haut Commissaire soulève les questions d'OS/IG au Conseil – Après la présentation de la Haut Commissaire Navi Pillay et de son Rapport annuel, Adrian Jjuuko (Human Rights Awareness and Promotion Forum, Ouganda) a livré un puissant message sur les défis envisagés par les militants LGBTI en Ouganda ; il a appuyé le travail de la HC et de son bureau. En réponse au Conseil, la HC a dit :

« Je tiens aussi à remercier les représentants des sociétés civiles qui ont été très clairs et précis sur toutes ces questions que nous devons constamment examiner. [...] Je suis alarmée, comme nous devons tous l'être, par la prévalence de la discrimination et de la violence dirigées vers les lesbiennes, gais, personnes bisexuelles et transgenres – y compris les meurtres ciblés, la torture, le viol, le tabassage et les sanctions criminelles. Cela constitue de sérieuses violations des droits humains. [...] Pour atteindre l'égalité

dans ce domaine, il faudra certes modifier des lois, mais aussi changer les attitudes, celles du cœur et de l'esprit. Notre première priorité : revendiquer la décriminalisation de l'homosexualité dans les pays où des sanctions criminelles existent toujours. Je reconnais que, dans certains pays, l'opinion publique appuie fortement la poursuite des personnes homosexuelles et transgenres. Je comprends la situation difficile dans laquelle se trouvent les gouvernements de ces pays. Mais la réponse n'est pas plus de persécution. C'est la sensibilisation du public, l'éducation et le dialogue. Je m'engage à rehausser le rôle éducatif de mon bureau. »

Déclaration conjointe pour mettre fin aux violations et actes de violence basés sur l'OS/IG – Le mardi 22 mars, au nom d'un groupe interrégional de 85 États, l'ambassadeur de la Colombie a fait une remarquable déclaration enjoignant le Conseil des Droits de l'Homme de se



Kim Vance lit la déclaration au nom de 119 ONG

pencher sur les violations et de mettre fin aux sanctions criminelles basées sur ces motifs. C'est la première fois qu'une initiative étatique sur une question d'OS/IG reçoit un tel appui d'un aussi vaste groupe régional d'États, y compris des États qui ont des lois criminalisant les relations de même sexe. Félicitations à ceux et celles qui ont fait pression sur leur gouvernement pour qu'il signe cette déclaration et maintenant veillons à ce qu'ils respectent leur signature en protégeant tout le monde contre la violence ! Deux déclarations en appui à cette déclaration conjointe furent émises : la première par un groupe de 19 institutions nationales des droits de l'Homme, la seconde lue par Kim Vance, codirectrice d'ARC International au nom de 119 ONG en provenance de 60 pays.

Voir une vidéo de la déclaration des ONG à : <http://tiny.cc/qbacp> ;

Lire la déclaration des ONG [ici](#), et la déclaration des institutions nationales des droits de l'Homme [ici](#) ;

Voir le texte de la Déclaration conjointe et la liste des signataires en [français](#), [anglais](#) ou [espagnol](#) ; Lire le communiqué conjoint des ONG sur la déclaration en [anglais](#) ou [espagnol](#).

Ébauche d'une résolution sur l'orientation sexuelle – Juste quelques heures avant la fin de la session, l'Afrique du Sud a déposé une troublante résolution visant à créer un vague groupe de travail intergouvernemental qui définirait et limiterait potentiellement comment de « nouveaux concepts » tels que l'orientation sexuelle s'insèrent dans la loi internationale sur les droits humains. Ceci bloquerait toute considération de cette question lors de tout autre forum de l'ONU. Fort heureusement, à la dernière minute de la session, l'Afrique du Sud annonça qu'elle déferait cette résolution jusqu'à la session du Conseil en juin, pour allouer plus de temps à son étude.

Valeurs traditionnelles – Le CDH a malheureusement adopté sa seconde résolution sur la « promotion des droits humains et des libertés fondamentales via une meilleure compréhension des valeurs traditionnelles de l'humanité », qui notait le « rôle important de la famille, de la communauté, de la société et des institutions scolaires dans le maintien et la transmission des valeurs traditionnelles de dignité, liberté et responsabilité ». Bien qu'un paragraphe ait été ajouté dans le préambule de la résolution, soulignant que la tradition ne doit pas être invoquée pour justifier des violations de droits humains, il fut décevant de voir plusieurs pays en faveur des droits LGBTI voter pour cette résolution, surtout après avoir entendu tout au long de la session que des valeurs « culturelles » et « traditionnelles » sont invoquées pour limiter les discussions sur des questions d'OS/IG. La résolution mandate le Comité consultatif du CDH d'examiner davantage comment les valeurs traditionnelles peuvent contribuer à une meilleure compréhension des droits humains.

Adoptions des rapports de l'EPU – La 16^e session du CDH a vu l'adoption des rapports de l'EPU pour les pays suivants : Liberia, Malawi, Mongolie, Panama, Maldives, Andorre, Bulgarie, Honduras, Liban, îles Marshall, Croatie, Jamaïque, Micronésie, Mauritanie et États-Unis. Bien que les Maldives, la Jamaïque, le Malawi, le Liban et la Mauritanie aient rejeté les recommandations sur le retrait des lois criminalisant les relations de même sexe, il y a aussi eu des résultats positifs. Exemples :

- la Mongolie a accepté diverses recommandations concernant la violence fondée sur l'OS/IG ;
- le Panama a accepté de rendre sa législation nationale conforme aux Principes de Yogyakarta ;
- le Honduras a accepté de réviser sa législation nationale en vue d'assurer le plein respect des droits humains de tous les membres de la société, y compris les personnes LGBTI ;
- la Jamaïque a accepté de fournir aux agents de la loi une formation adéquate concernant l'orientation sexuelle, l'identité de genre et le VIH/sida.

En réponse à l'adoption des rapports, d'excellentes déclarations de la société civile ont été livrées par Gift Trapence (Malawi), Otgonbaatar Tsedendemberel (Mongolie), COC Pays-Bas (Bulgarie), Nancy Zuniga (Honduras), Dane Lewis (Jamaïque) et Darby Hickey (É-U).

Autres résolutions/résultats – Parmi les nombreux résultats de la session, notons l'adoption de résolutions par le Conseil renouvelant d'important mandats du Rapporteur spécial de l'ONU sur les défenseurs des droits humains, du Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression, de l'Expert indépendant sur les questions minoritaires et du Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et conséquences. Il a aussi adopté une résolution sur le VIH et les droits humains, et nommé un Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté de réunion et d'association ainsi qu'un Groupe de travail sur la discrimination législative et pratique contre les femmes.

CONFÉRENCE SUR LES OUTGAMES ASIE-PACIFIQUE

Le codirecteur d'ARC, John Fisher, fut ravi de participer à la seconde Conférence sur les droits humains d'Outgames Asie-Pacifique, tenue dans son pays natal, la Nouvelle-Zélande, du 15 au 18 mars. Un point fort fut sans doute le *Hui régional des personnes trans et intersexe d'Asie-Pacifique*. Il s'agit d'une pleine journée de célébrations de la diversité des identités de genre à travers la région Asie-Pacifique.

John a présenté un atelier sur les *Principes de Jogjakarta* et un survol du *Guide pour les militants et militantes* lors d'un forum incluant une forte participation d'institutions nationales des droits humains. Invité à livrer le discours de clôture, il nota les nombreux changements depuis la décriminalisation de l'homosexualité en Nouvelle-Zélande (1986) et souligna à la fois les résultats positifs et les défis à relever aux niveaux international et interrégional. Les quelque 300 participants à la Conférence des Outgames ont adopté unanimement une résolution appuyant la Déclaration conjointe de l'ONU pour mettre fin aux violations et actes de violence basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, et invitant les gouvernements de toute la région d'Asie-Pacifique à faire de même.



John parle de la Déclaration conjointe de l'ONU lors de la Conférence sur les Outgames Asie-Pacifique.

VERS UNE DÉMOCRATIE GLOBALE : POLITIQUES GLOBALES QUI INCLUENT LES EXCLUS

À la mi-avril Kim Vance fut invitée à devenir auteure de cette initiative et œuvrera à documenter le travail entrepris par les communautés globales LGBTI autour du projet de Démocratie globale. Nonobstant l'engagement et le progrès significatifs dans les processus démocratiques internationaux, très peu de documentation et d'analyse de ce travail existe. L'atelier intitulé « Inclure les exclus dans les politiques globales » a eu lieu à Rio de Janeiro (Brésil) et « a réuni d'éminents académiciens, militants et fonctionnaires de par le monde pour explorer comment les groupes marginaux peuvent s'affirmer dans les affaires globales ». Pour plus de renseignements :



De gauche à droite : Venus Ilagan, Sitiveni Halapua et Kim Vance. Photo : Centregcs.

<http://www.buildingglobaldemocracy.org/content/rio-workshop>, ou voir la vidéo de la présentation de Kim à : <http://vimeo.com/22403695>.

VERS UNE GLOBALISATION DES DROITS HUMAINS LGBTI

Dans la dernière édition du Bulletin électronique, nous avons présenté le projet *Envisioning*, dirigé par Nancy Nicol de l'Université York. *Envisioning* rassemble des partenaires communautaires, des cinéastes documentaristes et un réseau interdisciplinaire d'intellectuels en vue d'une recherche, d'un film documentaire, d'un échange d'aptitudes, d'un rehaussement des capacités et d'une mobilisation du

savoir ; il a reçu un million de dollars sur cinq ans de Community-University Research Alliances et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. ARC est fier d'être un partenaire de ce projet ; la codirectrice Kim Vance siège au comité exécutif et créera un *listserv* juridique pour faciliter les échanges à travers diverses régions. Le projet s'intéressera à l'imposition de normes et définitions occidentales – y compris l'usage des termes LGBTI – qui ne décrivent pas nécessairement la diversité des expressions/orientations/expériences sexuelles et de genre.

À VENIR

Nous avons divers événements excitants au cours des prochains mois :

- nous annoncerons bientôt la publication de la version française du *Guide des Principes de Jogjakarta pour les militants et militantes* ;
- en mai, le Groupe de travail de l'EPU explorera une variété de questions reliées à l'identité de genre et l'orientation sexuelle avec les États de toutes les régions ; en partenariat avec des ONG nationales, ARC a préparé des documents d'appui pour que les États soulèvent les questions d'OS/IG ([lire ici](#)) ;
- ARC continuera de militer au niveau international lors de la 17^e session du Conseil des Droits de l'Homme, qui se tiendra du 20 mai au 17 juin, et qui pourrait conduire à une résolution sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.



Adrian Jjuuko, Sheherezade Kara et Pepe Onziema au CDH16.
Photo de Pepe Onziema.

Demeurez à l'écoute !

Solidairement vôtre,

Kim, John et Sheherezade
ARC International